

Les Français en auront-ils un jour assez d'être cocufiés ?

Article rédigé par *François Martin*, le 25 juillet 2017

C'est l'histoire d'une série TV. Le titre, c'est « *Comment garder le pouvoir quand on est minoritaires ?* ». Les producteurs, ce sont une petite bande de hauts fonctionnaires, de riches hommes d'affaires, de patrons de presse, de journalistes et de juges politisés. Les protagonistes, ce sont quelques ténors de la politique.

La saison 1 se termine avec l'élection de François Hollande. La thématique principale, c'est « c'est pas moi, c'est lui », ou bien « Sarko est le méchant, moi, je suis le gentil ». La scène culte du film, c'est la tirade « Moi, Président, ... ». Les français marchent, et adoucent le marchand de sable. On sait ce qu'il en a résulté : le président le plus incapable, faible, nuisible, incompetent, et au final impopulaire de toute la Vème République. Les français sont cocufiés une première fois. Fin de la saison 1.

La saison 2 commence dès le début du quinquennat de François Hollande, avec les défilés de La Manif Pour Tous. Un million de personnes dans la rue. Normalement, tout homme politique sait qu'il ne faut jamais humilier personne. En effet, tout électeur peut toujours servir, du moment qu'on le « retourne ». Pour cette raison, même si on le déteste, on le reçoit, on lui sert de bonnes paroles, on « l'embobine ». Un opposant impuissant, mais en vie : la culture du « bonsaï » est l'art politique par excellence.

Mais dans le cas présent, rien de tout cela : un « petit groupe de manifestants », des « fascistes en loden », des arrestations par centaines, on gaze les mamans avec leurs poussettes, on interdit les T-shirts LMPT, tout est fait pour humilier les manifestants. Il y a donc une bonne raison pour agir de la sorte : pousser la droite catholique vers les extrêmes.

Deuxième acte, durant tout le quinquennat : humilier les pauvres et les petits. Pour ce faire, poursuivre, en dépit de la fracture sociale qui ne cesse de grandir, le déclassement des français de la France périphérique, chère à Christophe Guilluy. Comment ? Avec une politique d'ouverture libérale et « progressiste » tous azimuts :

- économique, sur l'Europe et sur le monde (fermeture d'usines, délocalisations, etc...). Hollande dit à l'un de ses conseillers : « si on perd les ouvriers, ça n'est pas grave ». On va voir que c'est même nécessaire
- sociale, par l'immigration légale et sauvage, sans contrôle, maintenue coûte que coûte, malgré le mécontentement de plus en plus grand des français
- historique et culturelle, en bidouillant les programmes d'Histoire et de français dans les écoles, pour en faire une ode à la France multiculturelle, et faire « sangloter l'homme blanc », coupable d'une colonisation « crime contre l'humanité ». Si les parents des gamins sont choqués, tant mieux ! C'est le but recherché.
- anthropologique, avec la loi du « mariage pour tous », pour faire exploser les repères traditionnels de la famille et de la filiation, une vraie « réforme de civilisation », dira Taubira
- sécuritaire enfin : si les français sont furieux ou ont peur et vont alors vers l'extrême droite, même les

attentats servent l'objectif

Un exemple parmi d'autres : dans l'Ile de France, le budget d'investissement par habitant de la 2^{ème} couronne (là où habitent le plus de « petits blancs » déclassés), sous la présidence socialiste de la Région, était moitié moindre que celui de la première (celle des banlieues chéries). Privés d'investissements, de 4G, de transports, de médecins, d'écoles, de commerces, d'artisans, de petites industries de transformation, de circuits courts, tout est bon pour qu'ils se sentent humiliés, furieux, et qu'ils votent pour le FN, but final de la manœuvre. C'est la même chose pour tout le reste de la France, mis à part les « villes-mondes », et leurs proches banlieusards. Cette politique de marginalisation des droites nationales et de déclassement volontaire des classes populaires est poursuivie avec beaucoup de constance et de professionnalisme tout au long du quinquennat. « Désespérer Billancourt », rien de plus important. Décidément, ce pauvre Sartre n'avait rien compris à la politique moderne.

Troisième acte, au moment de la présidentielle : le candidat de la droite, héritier naturel du trône, doit être assassiné, ou du moins, mis hors d'état de nuire. Pour cela, c'est facile : les dossiers sur lui sont prêts depuis longtemps. Comment faire ? Simplissime : lui balancer une bombe sur son passage, qui lui emportera la moitié de la jambe. Peu importe que plus de 200 parlementaires agissent comme lui. Pourquoi lui ? Pourquoi à ce moment précis, en plein milieu de la campagne ? Pourquoi tout le dossier judiciaire file-t-il dans la presse, au mépris du secret de l'instruction, dont les juges sont pourtant les garants ? Alors que tous les français honnêtes, les grands et les petits, auraient dû être furieux qu'on leur vole ainsi l'élection à laquelle, pourtant, ils ont droit, personne ou presque ne s'élève avec vigueur ni ne lance un « J'accuse ! » définitif contre le *détournement totalitaire de la démocratie*. Au contraire, chacun y va de son petit calcul. Remplacer Fillon ? Ne pas le remplacer ? La question n'est pas du tout là, et elle est pourtant *gravissime* : nous devenons une *république bananière* et ça n'émeut presque personne. Mystère de notre aveuglement. On dira ensuite que Fillon « a fait une mauvaise campagne », qu'il s'est « mal défendu ». On croit rêver...

Quatrième acte : on se garde bien d'attaquer le FN. Il est important qu'il soit bien haut. On le fera redescendre le moment venu. On fait aussi les yeux doux au candidat Mélenchon, qui défend pourtant un projet révolutionnaire, en digne admirateur de Chavez. Il est en effet très utile, car il est un bon réceptacle des votes des français déclassés. Ça permet de diviser les voix de Marine, pour qu'elle ne soit pas trop dangereuse malgré tout.

Cinquième acte : fin du premier tour de la présidentielle. Fillon se casse la figure, comme c'était prévu. Le candidat Macron, que l'on a poussé vers le haut à grands coups de com, malgré son programme semi-libéral hollandiste, son sabir incompréhensible, son manque presque total d'expérience, de parti et de majorité, et le fait qu'il incarne, mieux que personne, la nomenklatura mondialiste impopulaire dont les français, globalement, ne veulent plus, se retrouve au deuxième tour, face à Marine Le Pen. Fin du suspense insoutenable. Les français quittent un instant le poste, pour aller prendre un petit rafraîchissement, pendant la pub.

Sixième acte : Macron est en lice pour le deuxième tour, avec Marine. Nouveau suspense insoutenable. Que va-t-il se passer ? Et si on avait la « peste brune », le retour du nazisme ?

Là, pas de problèmes : on dit de Macron : « il est jeune, il incarne le renouveau de la politique, il a battu Fillon le renégat, il est très fort ». Ce n'est pas lui qui a battu Fillon, ce sont les juges. Mais qu'importe ! De l'autre côté, il faut faire tomber Marine. Facile, on sait depuis cinq ans ce qu'il faut faire. Tout, là aussi, a été minutieusement préparé. Il faut faire jouer la corde sensible, celle qui marche à chaque fois : la « *reductio ad hitlerum* ». Tout y passe : visite à Oradour-sur-Glane, au Mémorial de la Shoah. Même les israélites sont choqués, dont certains, plus honnêtes et courageux que d'autres, rappellent opportunément que la peste aujourd'hui n'est plus brune depuis longtemps, mais qu'elle est verte : c'est l'islamisme radical. Ce ne sont pas les « Marinistes » qui se vantent de chasser les juifs des quartiers... Mais ça, il ne faut surtout pas le voir.

Marine est tellement pratique. Elle est l'alibi parfait, encore mieux que son père. Si elle n'existait pas, il

aurait fallu l'inventer : d'abord, elle « fixe » les classes populaires dans un ghetto dont ils ne doivent surtout pas sortir, et ensuite, elle sert d'alibi pour détourner le regard loin des véritables antisémites, ceux qui ne cessent de prendre du pouvoir dans les banlieues. Evidemment, ça marche.

Au passage, avec le « Front Républicain », on « nazifie » tous les petits électeurs du FN, ceux qui supportent, jour après jour, les « externalités négatives » de la mondialisation, et qui n'en peuvent plus de payer le prix des avantages de l'oligarchie mondialiste. Ils n'en avaient pas demandé autant.

Comme on s'y attendait, les ténors de la droite classique se précipitent dans le piège. Après avoir soutenu à contrecœur Fillon au sortir de la primaire, ils se sont dépêchés d'essayer de le trahir dès l'attentat, pour si possible le remplacer par un « Macron-bis » tout aussi mondialiste, puis, lorsque Fillon a refusé de céder, ils sont revenus vers lui tant bien que mal. Dans cet entre-deux tours, terrorisés à l'idée de se faire nazifier, ils appellent en chœur au vote Macron. Espèrent-ils ainsi, par leurs multiples retournements de veste, pouvoir se construire une légitimité pour les législatives suivantes, dont chacun sait qu'elles seront cruciales ? Qui peut croire à une fable pareille ?

Mélenchon, lui, n'est pas plus honnête, mais plus malin : s'il refuse de se positionner, c'est parce qu'il garde ses cartes, et ses munitions dans sa cartoucière. Il attend simplement de savoir, selon ce qui sortira de la législative, qui sera son adversaire, entre Macron (s'il obtient finalement sa majorité) ou Baroin (si LR gagne la législative et oblige à une cohabitation). Dès que cela sera connu, le 7^{ème} tour de cette présidentielle interminable commencera : le tour social. L'été sera chaud !

Sixième acte : Macron est élu. Fin du suspense insoutenable. On dit de lui : « c'est un génie ». La belle affaire ! Dans une telle configuration politique, avec le chef de l'opposition éliminé au premier tour à l'issue d'un procès politique éhonté, avec une droite aussi veule qu'elle est capable de se renier trois fois en quelques mois, et avec en plus, divine surprise, une opposante FN d'une telle médiocrité, même un âne ou un robot aurait été élu. Les français sont cocufiés une seconde fois. Fin de la saison 2.

Saison 3. Premier acte : le nouveau président prend ses marques. Il marche à pas lents dans la cour des Tuileries, puis dans celle de l'Élysée. Il remonte les Champs Élysées dans un command-car. Il va au Mali. Il serre la main « virilement » de Trump ou de Poutine. On crie : « Merveille ! Enfin, voici le chef que nous attendions ! ». De qui se moque-t-on ? Où est le chef ? Qu'y a-t-il, au-delà de la com ? Tout ce que l'on peut dire, pour le moment, c'est qu'il a de bons photographes, et des journalistes très bien disposés. Il sera un chef lorsqu'il aura rendu à la France sa place dans le monde, vendue à l'encan par ses prédécesseurs, et la fierté d'être eux-mêmes aux français. Vu ses déclarations algériennes, on n'en prend pas le chemin. Il le sera lorsqu'il reconstruit les budgets de l'Armée et de la Police, qu'il les aura rétablies dans leur prestige, et qu'il aura aussi éradiqué, en leur sein, les ferments de communautarisme et d'islamisme qui se développent de plus en plus. Mais cela, il ne faut surtout pas en parler...

Deuxième acte : la formation du gouvernement. Au lieu du supposé « renouvellement de la vie politique », mis à part quelques seconds couteaux issus de la société civile, on voit arriver, en arrière-plan, dans les cabinets, tous les recyclés de l'administration Hollande, et aux avant-postes, tous les chevaux de retour de la vieille politiciannerie française, les jeunes et les vieux, avec en point d'orgue, au poste prestigieux de Garde des Sceaux, François Bayrou, notre Iago national, celui qui a trahi tout le monde sans exception, sauf Marine, parce qu'il n'en a pas eu l'occasion. On s'étranglerait de rire si ce n'était pas aussi tragique.

Troisième acte : le lancement des législatives. Là, on assiste à un grand moment : le « blanchiment politique ». Traduisez : la création « ex nihilo » de la légitimité politique du nouveau président, par la transformation du « vote sale » en « vote propre ». En effet, Macron a été adoubé par environ 20 % des français, et les autres n'ont pas voté, ou ont voté contre sa concurrente. En réalité, il n'a ni projet, ni légitimité, ni soutien. Surtout, les deux grands problèmes qui hantent les français, parce qu'ils savent que c'est de là que viendra l'explosion demain, la fracture sociale d'une part, et la communautarisation d'autre part, avec ce qui les accompagne, la pauvreté, l'insécurité, la violence, le gangstérisme et l'islamisme, n'ont été ni traités dans la campagne, ni

présents dans ses préoccupations. Et pour cause : il est l'archétype de l'apparatchik du système oligarchique mondialiste français, qui produit et même entretient, nous l'avons vu, l'un et l'autre de ces deux cancers. Mais cela n'empêche pas la presse « mainstream » d'affirmer sans rougir de honte que le nouveau Président, outre le fait qu'il fait « un sans faute », a été élu par un consensus comme jamais au cours de la Vème République. Les français, devant leur poste, se frottent quand même les yeux...

Quatrième acte de la saison 3 : la « moralisation » et la « recomposition » de la vie politique. Là, on touche au sublime. En fait, le nouveau président a inventé un nouveau concept : le « libéralisme politique sauvage ». C'est comme dans les affaires : peu importe pour qui tu travailles. Si je te paie plus cher, viens chez moi. Un exemple : dans une circonscription des législatives, le candidat EM ! est conseiller régional d'Ile de France. Représentant du Modem pour son département, il a été élu sur la liste de Valérie Pécresse, aux termes d'un accord avec le Modem. Maintenant que ses amis LR l'ont fait élire à ce poste prestigieux, aux termes d'un nouvel accord, cette fois du Modem avec EM !, il trahit ses anciens amis pour faire tomber le candidat LR du parti à qui il doit sa place... Et ceci est vrai à peu près partout, à gauche comme à droite. En réalité, les vieilles « féodalités » (« je t'ai fait élire, tu me soutiens »), qui permettaient, tant bien que mal, de maintenir en place des « blocs de majorités » permettant au Parlement de fonctionner, sont en train de disparaître. Bientôt, si cela continue, nous n'aurons plus ni les « grands blocs » de la Vème, ni même les « petits blocs » de la IVème, mais un Parlement « liquide » : le carriérisme, la trahison et la veulerie, le « mercato » généralisés. En fait de « moralisation » de la vie politique, on peut faire mieux... Et pour ce qui concerne la confusion des genres entre affaires publiques et privées, ou les « libertés budgétaires », les affaires Ferrand et Sarnez nous montrent déjà de quoi il retourne : « je lave plus blanc que blanc », mais la nouvelle machine à laver est aussi déglinguée que l'ancienne....

Nous en sommes là. Les français, devant leur TV, sont abasourdis. Certains ont bien décodé le script, d'autres pas encore, d'autres enfin ne comprendront jamais à quelle sauce on les mange.

Quand donc existera-t-il en France une véritable opposition, celle qui n'appelle pas à voter pour ses opposants, celle qui pense au bien commun, celle qui sait à quoi elle croit et qui s'y tient, celle qui ne se noie pas dans les calculs, celle qui veut *vraiment* résoudre, avec du bon sens et sans démagogie, les cancers du mondialisme, la fracture sociale et la communautarisation, celle qui pense au peuple et *aux familles*, celle qui appelle « un chat un chat » ? Quand les français en auront-ils assez d'être cocufiés ?

[Source : Politique magazine]